11 TERRORISTES DONT 2 «ÉMIRS» D'AQMI ÉLIMINÉS

La redoutable katibat El Arkam décapitée

Hier, l'opération déclenchée par les services de sécurité contre les éléments d'Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) localisés dans les parages des Aït Khelifa, village de la commune d'Aït Amrane, dans le centre de la wilaya de Boumerdès, se poursuivait toujours.

En milieu de journée, de violents échanges de tirs à l'arme automatique ont été entendus par les habitants des Aït Khelifa. Contactée par nos soins, une source sécuritaire estime que d'autres terroristes se terrent dans la zone forestière ciblée par cette opération déclenchée, rappelons-le, dimanche vers 3 heures du matin.

Prudente, notre source nous a indiqué que 14 éléments armés, en regroupement après la dernière tempête dans une maison abandonnée, sont encerclés. Par ailleurs, ce groupe qui disposait, paraît-il, de l'alimentation en électricité, a, en outre, aménagé une casemate à côté de cette maison.

Le premier bilan de cette opération fait état de l'élimination de 4 terroristes, tous originaires des communes du centre de la wilaya de Boumerdès, fief de la redoutable katibat El Arkam. Les corps de ces terroristes ont été déposés à la morgue de l'hôpital de Thenia. Ce premier succès a été enregistré dès les premiers instants de l'assaut déclenché dimanche par les forces combinées (ANP/BMPJ/Garde communale).

Les forces de sécurité avaient également récupéré 4 fusils d'assaut de type kalachnikov et un fusil de marque Seminov. Durant la journée d'hier, 7 autres terroristes ont été éliminés, nous ont signalé nos sources. Ce qui porte le nombre d'islamistes armés abattus depuis l'engagement de la bataille à onze.

Pour rappel, le commandement de Boumerdès a mobilisé d'importants moyens humains et matériels pour mener à bien cette opération. Au moment de la mise en page de cet article, les forces de l'ordre étaient en pleine action contre ce qui reste du groupe. De plus, ce bilan évolue d'heure en heure. Il sera très certainement revu à la hausse. En effet, selon des informations circulant à Boumerdès, il est question de l'élimination, entre autres, de Abderrezak Sersoub, redoutable «émir» monté au maquis en 1993. Mais l'information a été, pour l'heure, démentie par une source sécuritaire.

2 «émirs» éliminés

Deux éléments parmi les quatre premiers tués de cette opération faisaient fonction d'émirs des seriates de Thenia et d'Aït Amrane. L'information est confirmée. Il s'agit de A. M. Rafik alias Pepiro, âgé de 26 ans, originaire de la ville de Thenia (ex-Ménerville). Il est monté au maquis en 2006, du temps du GSPC. Après l'élimination des terroristes aguerris pouvant commander un noyau dur de terroristes, il a été intronisé émir, faute de mieux, des lambeaux de la seriate de la région de l'ex-Ménerville.

Le basculement de ce jeune dans le terrorisme laisse, en effet, perplexe plus d'un. Il ne faisait pas partie d'une famille ayant des penchants intégristes. Au contraire, deux de ses oncles étaient des militants de partis politiques de la mouvance démocratique. L'un d'eux y active encore. Plus grave, le second oncle, gérant de la station-service de la ville de Thenia, a été assassiné par les GIA au début des années 1990. Il avait refusé de se soumettre à l'injonction des GIA, interdisant à l'époque la vente de carburant.

Le deuxième «émir», Hadjerès Tarek, est originaire de Zemmouri. Il a été installé comme «émir» de la région d'Aït Amrane. Hadjerès Tarek faisait partie d'une tribu originaire de Sidi-Hadjerès, dans la région de Sidi Aïssa, au sud de la wilaya de M'sila. Elle s'est établie depuis longtemps à Zemmouri. Une quinzaine d'éléments de cette tribu entre 4 frères Hadjerès et leurs 2 cousins du même nom — Tarek a été éliminé et un autre Hadjerès s'est repenti — et des cousins par alliance ont fait partie des groupes armés et ont mené des actions criminelles dans la zone de Zemmouri. Les quatre frères Hadjerès, cités plus haut, ont tous été éliminés.

La katibat El Arkam amputée d'une partie essentielle de sa force de nuisance

Ce succès des services de sécurité porte un coup dur, mais pas encore fatal, à la katibat El Arkam, qui est, au plan de l'efficacité sanguinaire, de la zone 2 de l'organigramme hérité par Al Qaïda du GSPC, la plus efficace. Cette phalange présente dans la partie centrale de la wilaya de Boumerdès active du moins grâce aux éléments encore vivants dans l'axe compris entre, d'une part, la forêt de Djerrah au sud et, d'autre part, la forêt marine de Zemmouri au nord, en passant par les municipalités de Ammal, Aït Amrane, Souk El Had, Thenia, Si Mustapha et Laghata.

La liste des tueries que ses éléments ont perpétrées est malheureusement très longue. Plus de 80 % des attentats kamikazes commis dans la région de Boumerdès sont à l'actif des «émirs» de la katibat El Arkam. Elle avait, en outre, été utilisée comme point d'appui et de soutien aux terroristes qui étaient chargés de lancer des attaques contre la capitale. L'opération déclenchée dimanche est en voie d'amputer cette phalange d'une grande partie de son noyau dur. Il ne lui restera que quelques éléments en errance dans les zones montagneuses.

Abachi L.

L'AFFAIRE DES FAUX BILLETS DE 1 000 DA BIENTÔT DEVANT LES JUGES

Le braquage de Marseille, l'instruction d'Ouyahia et l'alerte d'Alger

C'est l'une des plus importantes affaires étroitement liées au crime organisé que le pôle judiciaire spécialisé du Centre est en train d'instruire depuis plusieurs mois. Il s'agit de l'affaire des faux billets de 1 000 DA, dont les ramifications s'étendent en Europe, plus exactement en France (Marseille) et en Italie (Naples). La piste chinoise est également concernée par cet important trafic transnational.

Abder Bettache Alger - (Le Soir) - L'affaire avait été rendue publique une première fois par le directeur de la police judiciaire (DPJ) de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), lors d'une conférence de presse qui a eu lieu à l'Ecole supérieure de police. Abdelaziz Al Affani avait déclaré à la presse que «ses services ont enregistré des affaires relatives à la circulation en Algérie de faux billets de 1 000 DA». Selon lui, «il s'agit d'un trafic de faux billets introduits en Algérie à partir de Marseille et de Naples». Ainsi, les éléments de la police judiciaire ont réussi à démanteler plusieurs réseaux et arrêter plusieurs personnes dans des villes comme Alger, Annaba et Mostaganem. Le directeur de la police judiciaire a évité de s'étaler davantage sur cette affaire, puisque qu'elle est entre les mains de la justice.

Deux années après, les magistrats instructeurs, après des mois d'investigations et de collaboration avec les différents services de sécurité, ont réussi à tracer les contours de cet important trafic.

Une catastrophe nationale évitée de justesse

La mesure prise par Ahmed Ouyahia, à travers l'introduction de la loi portant sur la transaction financière dépassant les 50 millions de centimes était en définitive une première mesure que «les pouvoirs publics avaient prise pour éviter un tant soit peu une véritable catastrophe nationale financière». Autre mesure prise à cette époque, et ce, dans une discrétion totale : le ciblage de toutes les places financières «officieuses», notamment les marchés où transitent de grosses sommes d'argent, à l'image des marchés de vente de bétail. Ces dernières ont été réduites au maximum à même de permettre aux services de sécurité de canaliser les transactions, remonter la filière et saisir le maximum de faux billets. En effet, si jusque-là, les faux billets existaient depuis longtemps et les méthodes de contrefaçon sont nombreuses, les derniers faux billets de 1 000 DA étaient quasi parfaits, indétectables aux UV des compteuses de billets de dernière génération. Et pour cause, ils ont été imprimés sur du vrai papier destiné à la Banque d'Algérie. Un trafic de «haute facture», dont les «animateurs» font partie d'un important réseau qui active essentiellement à Marseille et en Italie. La filière européenne était également en contact avec un autre réseau activant dans l'axe du Sud-Est asiatique, plus exactement en Chine.

Selon des indiscrétions judiciaires, «la mise hors d'état de nuire a évité à l'Algérie une véritable catastrophe financière aux conséquences économiques incalculables».

Braquage à Marseille

Pour rappel, à la fin du mois de novembre de l'année 2006, une attaque à main armée a ciblé un camion sur l'autoroute A7, qui longe Arnaveaux. Une alerte pas comme les autres est donnée. La raison ? Le camion en question provenait d'Allemagne et transportait, selon les mêmes sources, 20 tonnes de marchandises. Il s'agit de 44 rouleaux de papier fiduciaire pour imprimer des billets de banque au profit de la Banque d'Algérie. Selon nos sources, chaque rouleau pèse 500 kg , fait 7 km de long et peut servir à l'impression de 500 000 billets de 1 000 DA. Ce papier est qualifié de «document de haute sécurité» parce qu'il contient déjà les trois marques de sécurité papier, le filigrane, la trame et le fil argenté incorporé. La police française saisit son homologue algérienne, en collaboration avec Interpol.

L'Office central de répression du faux monnayage et la Garda des Finança italienne sont également mobilisés pour faire toute la lumière sur ce hold-up du siècle. Trois années après, soit en 2009, une partie des rouleaux est retrouvée, dans un atelier clandestin à Naples, en Italie, où 345 000 faux billets de 1 000 DA sont saisis. La monnaie en question était fabriquée à l'aide de plaques offset et d'un rouleau du fameux papier. Les investigations se poursuivent et aboutissent, quelques mois après, au démantèlement d'une imprimerie clandestine dans le 3e arrondissement à Lyon, en France. Dans le lot des saisies, les services de police saisissent trois rouleaux issus du braquage de Marseille.

Alerte à Alger

Si pour les premiers rouleaux, volés en 2006, du temps a été mis pour être utilisés et que les imprimeries ont été démantelées en 2009, une question est restée en suspens chez les policiers de la police judiciaire algérienne et française : combien de faux billets de 1 000 DA ont été imprimés et transférés vers l'Algérie ? «C'est un travail immense que les services de sécurité de notre pays ont engagé depuis 2008. Il fallait circonscrire le lieu du trafic et déterminer la traçabilité des transactions. C'était un travail dur et de longue haleine que les services de sécurité tous corps confondus, ont entrepris en étroite collaboration avec des magistrats relevant de plusieurs juridictions», nous a confié notre source.

Les premières têtes tombent à Marseille. Selon des aveux des mis en cause, les «malfrats» proposent des faux billets de 1 000 DA, quasi parfaits, pour quatre fois moins que leur valeur. Autrement dit, quatre millions de faux dinars pour un million de vrais dinars et à charge pour l'acheteur de les convoyer en Algérie ou ailleurs. En Algérie, les premières saisies et arrestations ont eu lieu à l'est du pays, plus exactement à Annaba. Les réseaux d'Alger et de Mostaganem n'ont pas tardé à tomber et les «confessions » des malfaiteurs ont donné du fil à retordre aux autorités algériennes. En effet, selon les aveux des malfaiteurs, le trafic s'étendait jusqu'en Chine et les faux billets étaient acheminés vers l'Algérie à moyen de containers venus d'Europe et de Chine.

De nouvelles compteuses de billets à la rescousse

Selon d'autres sources, une mise en garde a été adressée le 16 février 2010 au gouverneur de la Banque d'Algérie par le groupe japonais Billcon, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de machines de comptage à travers son représentant au Maghreb (SABA), l'informant qu'un important volume de vrais faux billets est en circulation sur le marché national. Ainsi, devant l'impuissance des pouvoirs publics à juguler ce fléau, souligné par le groupe japonais, ce dernier avait soumis au gouverneur de la Banque d'Algérie des compteuses de billets de la série N-161 qui, selon toujours la même source, sont capables de détecter de faux billets quels que soient l'origine et le degré de la contrefaçon. Mieux encore, en l'assurant qu'aucune machine ne peut concurrencer la performance de son équipement, le groupe japonais avait invité le patron de la Banque d'Algérie à soumettre son produit à un essai. Quelques mois après, soit à la fin 2010, une instruction du Premier ministère oblige les banques à s'équiper de nouveaux détecteurs de faux billets. L'annonce a été faite en grande pompe par l'ex-président de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), M. Benkhalfa.

Cette affaire, actuellement entre les mains de la justice sera bientôt renvoyée devant les assises.

A. B.